

# Ve – Annexes sanitaires

Document approuvé - mars 2013

# **VILLENEUVE LES MAGUELONE**

## **Procédure de révision générale du PLU**

### **ANNEXES SANITAIRES**

# LES EAUX USEES

## *Sommaire*

### **I - La situation actuelle**

- A - Les volumes produits
  - ⇒ *Les populations raccordées au réseau*
  - ⇒ *La production*
- B - La collecte
  - ⇒ *Caractéristiques des réseaux*
- C - La station d'épuration
- D - Le mode de gestion
- E - Interactions du réseau et du milieu naturel

### **II - La situation future**

- A - La production
- B - La collecte
  - ⇒ *Les modes d'assainissement*
  - ⇒ *Les réseaux de collecte*
  - ⇒ *Amélioration du système de collecte*
- C - Le traitement
  - ⇒ *Flux et débits polluants*
  - ⇒ *Le niveau de rejet*

## **I - La situation actuelle**

### **A - Les volumes produits**

*⇒ Les populations raccordées au réseau*

Sur la commune de Villeneuve les Maguelone, le service d'assainissement consiste à assurer la collecte et le traitement des eaux usées de l'ensemble de la population desservie et de les transporter à la station d'épuration communale. Les recensements effectués entre 2008 et 2010 donnent suivant le tableau ci-dessous le nombre d'abonnés raccordés au réseau.

Abonnés	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
TOTAL	2 691	2 697	2 702

*⇒ Les volumes produits*

Pour les années 2008 à 2010 l'évolution des volumes assujettis à la redevance d'assainissement est la suivante :

Volumes (m <sup>3</sup> )	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
Total	456 818	467 202	478 592

### **B - La collecte**

*⇒ Caractéristiques du réseau*

Les eaux usées de la Commune de Villeneuve les Maguelonne sont collectées en système séparatif par un réseau de 41 654 mètres qui transporte les effluents vers la station d'épuration communale.

#### **Le réseau de collecte se décompose-en :**

- 37 000 ml de collecteurs gravitaires séparatifs,
- 4 654 ml de conduites de refoulement.

Le système public d'assainissement comporte également les ouvrages suivants :

- 7 postes de refoulement publics (RPQS 2009)

Un réseau de télésurveillance des stations de refoulement permet de garantir la continuité et la qualité du service (cf. plan des réseaux d'eaux usées existants).

#### C - La station d'épuration

Les effluents de Villeneuve les Maguelonne sont traités, depuis l'an 2000, par la station d'épuration communale.

Rappel des caractéristiques principales des ouvrages:

- capacité station : 12 000 équivalents-habitants,  
720 kg/j DBO5,

La filière est classique : dégrillage- dessablage – dégraissage, Bassins à boues activées avec Zone d'anoxie et bassin d'aération, clarification puis filtrations sur sable.

#### D - Le mode de gestion

La gestion du service assainissement sur le territoire de la commune est déléguée à la société VEOLIA EAU par contrat d'affermage en date du 1<sup>er</sup> juillet 1983 arrivant à échéance le 30 juin 2015. Le maître d'ouvrage est la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui assure la direction des études et la réalisation des travaux neufs relevant de sa maîtrise d'ouvrage. Elle assure également le contrôle de la gestion du délégataire, conformément au traité d'affermage.

#### E - Interactions du réseau et du milieu naturel

⇒ *Qualité du milieu récepteur*

Le milieu récepteur est La Mosson. L'état du milieu affiché par le SAGE Lez, Mosson, Etangs Palavasiens en 2004 fait état d'un mauvais état écologique et d'une forte eutrophisation en partie aval sur les cours d'eau de la Mosson et du Coulazou. Le niveau de qualité attendu par le SAGE est un niveau assez bon à médiocre sur les tronçons avals et d'une pollution modérée en azote et phosphore.

#### F - Assainissement non collectif

Le nombre de logements assainis en non collectif sur la commune est estimé à 354 soit environ 815 habitants.

Une étude a été réalisée en 2005 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour créer une base de données des habitations assainies en non collectif sur la commune et établir les zonages d'assainissement.

En application des articles L 2224-8 et L 2224-9, le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) a été mis en place au 31/12/2005 par délibération du Conseil communautaire en date du 16 décembre 2005.

Ce service est chargé :

- de la vérification de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des systèmes d'assainissement non collectif nouveaux ou réhabilités,
- du contrôle diagnostic des systèmes existants,
- de la vérification périodique du bon état et du bon fonctionnement des systèmes existants et créés.

Il assure également un conseil auprès des usagers du service pour toute question relative à la bonne conception et gestion de leurs systèmes.

En outre, ce service est géré en régie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier comme un service public à caractère industriel et commercial. Son financement est assuré par la perception d'une redevance qui est modulée en fonction de la mission effectuée (contrôle des installations neuves, diagnostic initial ou vérification périodique du bon fonctionnement).

Enfin, il est régi par un règlement qui définit les modalités d'exercice des missions du service et rappelle d'une part les prescriptions à respecter pour les installations sanitaires intérieures et d'autre part les poursuites et sanctions encourues en cas d'infraction à la réglementation.

## **II - La situation future**

### **A - La production**

*Evolution démographique générale sur la commune (source : projection démographique – rapport de présentation du PLU de Villeneuve les Maguelone et PADD)*

	Recensement 2007	Population actuelle (2010 estim)	Prévision 2025
Villeneuve les Maguelone	8 627	9 000	11 700

Le taux de croissance envisage une augmentation de population jusqu'à l'horizon 2025 de près de 2700 habitants permanents supplémentaires par rapport au recensement de 2007 soit 405 m<sup>3</sup>/j supplémentaire en terme d'effluents d'eaux usées produits (0,150 m<sup>3</sup>/j pour 1 équivalent/habitant) et un apport en charge organique d'environ 160 kg/j de DBO<sub>5</sub> (60g/j pour 1 équivalent/habitant).

## B - La collecte

### ⇒ *Les modes d'assainissement*

La carte de zonage de l'assainissement de la commune de Villeneuve les Maguelonne, définissant les zones en assainissement collectif et les zones en assainissement non collectif, déterminée lors du schéma directeur d'assainissement, a été approuvée le 15 janvier 2009.

A l'issue du PLU, le zonage d'assainissement sera révisé afin d'être mis en cohérence avec le PLU puis soumis à enquête publique.

Sur cette première base, les secteurs U et AU seront classés en zone d'assainissement collectif.

Pour les secteurs A et N qui n'ont pas vocation à se développer, classement en zone d'assainissement non collectif, une étude spécifique étant à réaliser au cas par cas lors de projets d'extension de l'existant.

### ⇒ *Les réseaux de collecte*

La structure des réseaux de collecte sera amenée à évoluer et notamment selon les zones d'urbanisation future.

### ⇒ *Amélioration du système de collecte*

Des opérations sont engagées par la Communauté d'Agglomération pour réduire les eaux claires parasites dans les réseaux d'eaux usées, à la fois par temps sec et temps de pluie, afin notamment de réduire les apports hydrauliques actuels par nappe haute.

## C - Le traitement

Les apports supplémentaires sont potentiellement admissibles sur la station d'épuration. Il convient en outre de prendre en compte une forte population en assainissement non collectif évaluée à

environ 800 habitants qui ne pourront être raccordés au système d'assainissement collectif du fait du fort éloignement des réseaux publics.

Malgré tout la station est extrêmement sensible aux eaux parasites par temps de pluie et rend difficile l'atteinte des objectifs stricts de rejets, dans ces conditions spécifiques, du à la vulnérabilité du milieu récepteur : la Mosson et les étangs.

Ces pourquoi la Communauté d'Agglomération de Montpellier engage des actions correctives à court et moyen terme.

Dans un premier temps, les premiers travaux indiqués au porté à connaissance en vue de proroger l'arrêté de rejet de la station seront mis en œuvre en 2012.

Il s'agit du :

- Remplacement des pompes du poste de relèvement,
- Réaménagement du bassin d'activation (rénovation),
- Mise en place d'une vidange du bassin motorisée renvoyant les effluents en tête de station,
- Réaménagement du trop plein du bassin vers un nouveau point de rejet : le ruisseau de la Capoulière,
- Equipement du nouveau point de rejet,
- Réhabilitation du local technique,
- Equipement du poste de relèvement de 3 nouvelles pompes renvoyant les effluents sur le bassin de stockage-restitution pour l'une d'entre elles et en direction de la station pour les deux autres.

En parallèle, un diagnostic sera réalisé sur la totalité de la filière avec comme objectifs de corriger les contraintes de fonctionnement et d'optimiser les filières de traitement et de gestion des sous produits.

L'optimisation des ouvrages permettra à terme à la station d'accepter les 12 000 Eq/habitants pour lesquels elle a été initialement dimensionnée:

## **L'EAU POTABLE**

### *Sommaire*

#### **I - Présentation générale du service**

##### 1 Description du service

- a) Organisation du service*
- b) Constitution du service*

##### 2 Données de distribution

- a) Caractéristiques de la distribution générale*
- b) Villeneuve les Maguelone*

#### **II - La situation future**

##### 1 Les besoins

- a) Villeneuve les Maguelone*
- b) Bilan des besoins horizon 2020-2025*

##### 2 La ressource

- a) Bilan besoin / production*
- b) Bilan besoin / distribution*

#### **III - Conclusion**

## **I - Présentation générale du service**

### **1 - Description du service**

#### *a) Organisation du service*

Le service de l'eau potable, sur la commune de Villeneuve les Maguelone a été transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Le service de distribution publique d'eau potable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pour mission de produire et distribuer l'eau potable à l'ensemble des populations de Montpellier, Juvignac, Prades le Lez, Grabels, Lattes, Villeneuve les Maguelone, Sussargues, Montferrier Sur Lez, Saint Brès et pérols.

Par ailleurs il dessert par des livraisons d'eau en gros ou en secours un certain nombre de collectivités limitrophes

- SMEA du Pic Saint Loup,
- SIAE du Salaison,

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1983, la gestion du service de distribution publique d'eau potable, sur la commune de Villeneuve les Maguelone, comprenant l'exploitation et le renouvellement des ouvrages de production, de traitement et de distribution ainsi que la gestion de la clientèle (relevé de compteurs, facturation, encaissement, etc.) a été déléguée à la Générale des Eaux.( Désormais VEOLIA EAU)

La Communauté d'Agglomération de Montpellier assure en direct la réalisation des études et des travaux neufs relevant de sa maîtrise d'ouvrage. Cette mission est confiée à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement qui assure également le suivi des conventions avec les collectivités partenaires et le contrôle de la gestion du délégataire conformément au traité d'affermage.

#### *b) Constitution du service*

L'eau distribuée sur la commune de Villeneuve les Maguelone provient principalement des forages du Flès.

La commune de Villeneuve les Maguelone dispose de trois réservoirs :

- Réservoir semi-enterré du Larzat de 600 m<sup>3</sup>,
- Réservoir sur tour du Puech Garou de 800 m<sup>3</sup>,
- Bâche enterré du Flès de 400 m<sup>3</sup>,

Soit une capacité totale de 1800 m<sup>3</sup>.

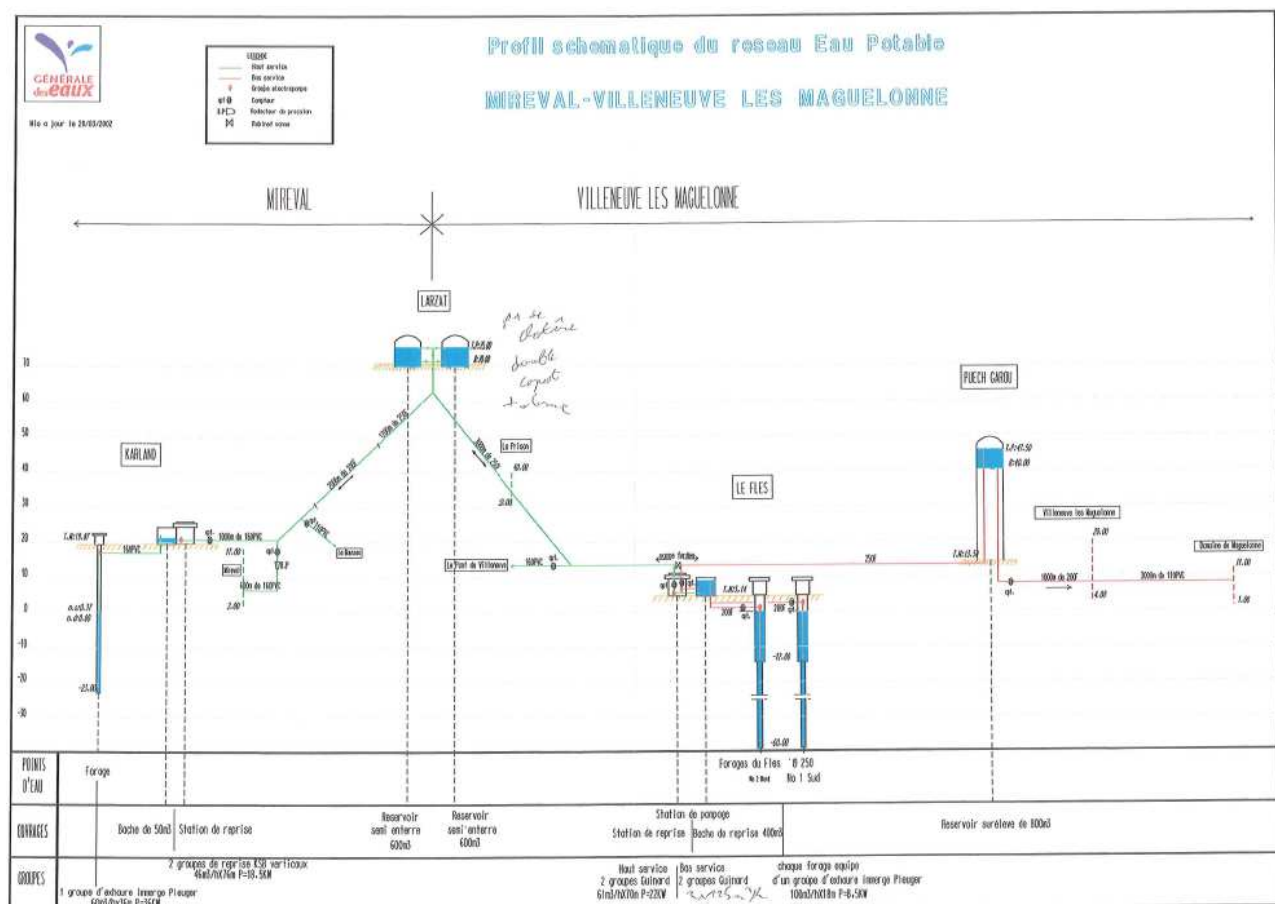
L'autorisation de prélèvement des forages du Flès Nord et Sud (arrêté de DUP en date du 12 juillet 1999) est de deux fois 100 m<sup>3</sup>/h jusqu'à 4000 m<sup>3</sup>/j.

Le volume annuel prélevé aux forages du Flès en 2010 était de 771 084 m<sup>3</sup> (+2,05% par rapport à 2009).

### **2 ) Données de distribution**

#### *a) Caractéristiques de la distribution générale*

Ci-dessous le profil schématique du fonctionnement sur la commune.



Sur l'ensemble du service les consommations pour les années 2009 et 2010 sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Ensemble du service	2009	2010
Volumes consommés	507 132	506 009
Rendement du réseau	72.2 %	72.4 %

(Données RPQS 2010)

Cela représente environ 3 400 abonnés.

Ensemble du service	2009	2010
Abonnés domestiques	3 300	3 377
Abonnés non domestiques	1	1
<b>Total abonnés</b>	<b>3 301</b>	<b>3 378</b>

(Données RPQS 2010)

Caractéristiques du réseau :

	2010				
	Branchements ml	Adduction ml	Distribution ml	Adduct+Distrib ml	Total ml
Villeneuve les Maguelone	23 667	0	53 297	53 297	76 964

Données RPQS 2010

## II – La situation future

### 1 – Les besoins

*Evolution démographique générale sur la commune (source : projection démographique – rapport de présentation du PLU de Villeneuve les Maguelone et PADD)*

	Recensement 2007	Population actuelle (2010 estim)	Prévision 2025
Villeneuve les Maguelone	8 627	9 000	11 700

Le taux de croissance envisage une augmentation importante de population jusqu'à l'horizon 2025 de près de 2 700 habitants permanents supplémentaires par rapport au recensement 2010.

Les données de dimensionnement sont:

- Nombre d'habitants par logements : 2.58
- Ratio de consommation (159 l/hab/j RPQS 2010)
- Rendement 72.4 %

L'estimation des besoins journaliers moyens de distribution sur Villeneuve les Maguelone à l'horizon 2025 est augmentée de 430 m<sup>3</sup>/j

a) *Bilan besoins à l'horizon 2025*

Globalement sur Villeneuve les Maguelone les besoins actuels s'élèvent à :

	Besoins actuels journalier moyen de distribution (m3)*	Besoins actuels journalier moyen de production (m3) **	Besoins actuels journaliers de pointe production (m3) (Données exploitation)
<b>Villeneuve les Maguelone</b>	<b>1431</b>	<b>2054</b>	<b>2835</b>

\* Q moy (distribution) : Calcul : conso moy/jour X nb hab

\*\* Données 2009

On obtient les besoins journaliers en 2025

	Besoin journalier moyen de distribution (m3)*	Besoin journalier moyen de production (m3)**	Besoins journaliers de pointe production (m3) ***
<b>Villeneuve les Maguelone</b>	<b>1860</b>	<b>2570</b>	<b>3969</b>

\* Q moy (distri) : conso moy/jour X nb hab

\*\* Q moy (prod) : conso moy/jour X nb hab /rendement (fuites))

\*\*\* Qp (prod) = Qmoy (distri)\* 1.75 + ((Qmoy (distri) /rendement)-Qmoy (distri)) (Données SDAEP)

A l'horizon 2025, les volumes nécessaires en production peuvent être estimés à environ **2570 m3/j en moyenne et 3969 m3/j en pointe** sur le périmètre actuel du forage du Flès.

## 2 – La ressource

a) *Bilan besoin / production*

La capacité réglementaire du forage du Flès s'établit aujourd'hui à 4000 m3/j selon la DUP en vigueur. Ce qui est suffisant à l'horizon 2025.

Par ailleurs, la commune a connu ces dernières années des dépassements de limites de qualité des eaux pour les pesticides. Un arrêté préfectoral est actuellement valide jusqu'au 14 mars 2014 portant dérogation à ces dépassements. Parallèlement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à mettre en place un programme d'actions afin de remédier à la situation.

Ces actions sont les suivantes :

- Interconnexion avec la commune de Montpellier via la commune de Lattes, pour une dilution de l'eau du captage du Flès avec celle de la source du Lez,
- Interconnexion avec la commune de Mireval pour une dilution avec l'eau traitée de BRL via l'usine de traitement de Fabrègues en cours de construction.
- Etude de recherche de l'origine des pollutions.

Ces dispositions destinées initialement à apporter une réponse à la problématique qualitative des eaux de consommation de la commune de Villeneuve les Maguelone, devraient apporter aussi des options quantitatives complémentaires.

*b) Bilan besoins / canalisations de distribution*

Il est probable qu'une partie des réseaux de distribution devront être redimensionnés pour répondre à la demande accrue en eau potable, mais aussi et surtout pour assurer la défense incendie.

Ces ouvrages devront permettre de satisfaire les besoins moyens et de pointe à échéance du PLU.

Les travaux à réaliser seront intégrés dans le programme global que portera la Communauté d'Agglomération de Montpellier suite aux orientations du schéma Directeur d'Eau Potable qu'elle pilote.

### **III – Conclusion**

La commune de Villeneuve les Maguelone prévoit, dans le cadre de la révision de son document d'urbanisme, 2700 habitants supplémentaires à l'horizon 2025.

Cet apport de population générera des besoins en eau potable qu'il faudra assurer.

Les capacités réglementaires de la ressource sont suffisantes pour assurer les besoins futurs. Toutefois des problématiques qualitatives amènent la Communauté d'Agglomération de Montpellier à réaliser en 2012, des études et des travaux pour d'une part permettre la dilution des eaux issues des captages du Flés mais aussi engager des recherches sur l'origine des pollutions.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a initié un Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP), auquel sont associés les services institutionnels (préfecture, agence de l'eau....) afin d'avoir une vision globale à l'échelle intercommunale des enjeux de l'évolution de la population sur son territoire.

Cet outil de planification devra prendre en compte les perspectives d'évolution des besoins de consommation en eau potable au regard du développement urbain attendu. Son échéance est fixée à 2030, en cohérence avec celle du Schéma de Cohérence Territoriale.

Son élaboration comportera deux niveaux afin de tenir compte des différences du degré d'intervention de la Communauté d'Agglomération sur son territoire :

- **un premier niveau**, traitant l'ensemble des trente et une communes membres ainsi que les autres communes membres des syndicats compétents, s'attachera à recenser et diagnostiquer les ressources et les ouvrages de production, d'adduction et de traitement. Un bilan des volumes produits ou "produisibles" et des besoins futurs sera établi. Les interconnexions existantes ou à créer entre les centres de production seront modélisés dans l'optique d'assurer les besoins futurs mais aussi de permettre des secours réciproques à court terme afin d'exprimer au plus vite la solidarité du territoire,
- **un deuxième niveau** concernera douze communes membres (les neuf communes en compétence directe ainsi que les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues dont le système d'alimentation en eau potable est déjà très imbriqué avec celui de la Communauté

d'Agglomération) et comprendra un diagnostic complet de l'état du patrimoine lié à l'exécution du service de l'eau potable ainsi qu'une analyse fine de la gestion du service.

Les principaux objectifs recherchés sont les suivants :

- Réaliser un état des lieux complet du réseau d'adduction et de distribution, ainsi que des ouvrages de captage et de production,
- Faire un recensement exhaustif des ressources en eau utilisées, abandonnées ou potentielles,
- Définir et localiser les besoins en eau à l'horizon 2030,
- Proposer des solutions pour satisfaire ces besoins en travaillant sur plusieurs approches : ressources existantes et nouvelles, interconnexions, rendements de réseau, économie d'eau, substitution d'usage (eau brute),
- Analyser le fonctionnement des installations et des réseaux et mettre en évidence les dysfonctionnements et les points à risque,
- Evaluer les carences institutionnelles, juridiques et administratives et apporter des propositions,
- Optimiser et sécuriser le réseau de production et de distribution pour garantir aux usagers actuels et futurs une alimentation en eau potable en quantité et qualité suffisante,
- Etablir une politique de renouvellement des équipements et les ressources financières à mobiliser,
- Etablir un programme pluriannuel de travaux qui fixera les priorités d'intervention pour améliorer le service actuel et satisfaire les besoins futurs,
- Proposer un niveau de prix et son évolution à travers une structure tarifaire en adéquation avec les besoins de financement.

**SOUS-PRÉFECTURE  
DE MONTPELLIER-CAMPAGNE**

38, Rue Proudhon  
B. P. 1025  
34006 MONTPELLIER Cedex  
Téléphone : 67.72.45.81

Bureau des Travaux et Services  
Publics.

Référence à respecter

JLB/LV

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

*Montpellier, le*

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE  
DU MEJEAN**

Alimentation en eau potable.  
Déclaration d'utilité publique de la déli-  
mitation des nouveaux périmètres de protec-  
tion rapproché du captage de MAURIN.

- MODIFICATIF -

**ARRETE N° 87/IV/6**

LE PREFET,  
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DE LA  
REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON,  
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DU  
DEPARTEMENT DE L'HERAULT,

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

- Vu le Code Rural et notamment l'article 113 ;
- Vu le Code des Communes ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 20 et L 20-1 ;
- Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- Vu le décret n° 61-859 du 1er août 1961 portant réglementation d'Administration Publique pour l'application du chapitre III du titre 1er du Code de la Santé Publique relatif aux eaux potables ;
- Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- Vu la circulaire du 10 décembre 1968 du Ministre d'Etat chargé des Affaires Sociales et du Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation de collectivités humaines ;
- Vu le décret n° 73-218 du 23 février 1973 portant application des articles 2 et 6 (1°) de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- Vu la circulaire du 2 septembre 1973 fixant les modalités d'application du décret n° 73-219 du 23 février 1973 ;
- Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- Vu les pièces du dossier d'enquête, notamment, le compte rendu de la réunion du groupe de travail du 26 août 1985 ;

.../...

- 2 -

Vu l'arrêté préfectoral n° 86/IV/159 du 5 septembre 1986 notamment, son article 2 (prescriptions complémentaires concernant les activités industrielles et commerciales)

ARRETE :

Article 1 : l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1986 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

"Prescriptions complémentaires concernant les activités industrielles et commerciales

- ....

- les stockages supérieurs à 30 mètres cubes seront fractionnés, le volume unitaire de chaque cuve ne pourra pas dépasser 30 mètres cubes.

- ...."

Article 2 : les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1986 demeurent inchangées.

Article 3 :

- Monsieur le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République dans l'Arrondissement de MONTPELLIER ;
- Monsieur le Président du S.I.V.O.M. du MEJEAN ;
- MM. les Maires de PALAVAS ;  
LATTES ;  
SAINT-JEAN-de-VEDAS ;  
MONTPELLIER ;  
FABREGUES ;  
VILLENEUVE-LES-MAGUELONNE ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 2 FEV. 1987  
Pour le Préfet,  
Commissaire de la République,  
LE SOUS-PREFET,  
Commissaire-Adjoint de la République  
dans l'Arrondissement de MONTPELLIER,



Jean-Pierre MAURICE

retour



**SOUS-PRÉFECTURE  
DE MONTPELLIER-CAMPAGNE**

38, Rue Proudhon  
B. P. 1023  
34006 MONTPELLIER Cedex  
Téléphone : 67.72.45.81

Bureau des Travaux et Services  
Publics.  
Références à rappeler

JLB/LV

**ARRÊTÉ N° 86/IV/159**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Montpellier, le

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE**

**DU MEJEAN.**

Alimentation en eau potable.  
Déclaration d'utilité publique de la délimitation des nouveaux périmètres de protection rapproché du captage de MAURIN.

**LE PREFET,  
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DE LA REGION  
LANGUEDOC-ROUSSILLON,  
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DU DEPARTEMENT  
DE L'HERAULT,**

**CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**

- Vu le Code Rural et notamment l'article 113 ;
- Vu le Code des Communes ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 20 et L 20-1 ;
- Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- Vu le décret modifié n° 35-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36-2) et le décret d'application modifié n° 35-1350 du 14 octobre 1955
- Vu l'ordonnance 58-997 du 23 octobre 1958 modifiée, portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- Vu le décret n° 59-701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, à la détermination des parcelles à exproprier et à l'arrêt de cessibilité ;
- Vu le décret n° 59-1335 du 20 novembre 1959 modifié, portant règlement d'administration publique relatif à l'organisation et au fonctionnement des juridictions de l'ordre judiciaire compétentes en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique et à la procédure suivie devant les dites juridictions, ainsi qu'à la fixation des indemnités ;
- Vu le décret n° 61-987 du 24 août 1961 relatif au Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France ;
- Vu le décret 61-859 du 1er août 1961 portant réglementation d'administration publique pour l'application du chapitre III du titre 1er du Code de la Santé Publique, relatif aux eaux potables ;
- Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- Vu le décret n° 67-1093 du 13 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L20 du Code de la Santé Publique modifié par l'article 7 de la loi du 16 décembre 1964 n° 64-1245 et modifiant le décret n° 61-859 du 1er août 1961 ;

.../...

- 2 -

- Vu le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- Vu la circulaire du 10 décembre 1968 du Ministre d'Etat chargé des Affaires Sociales et du Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation de collectivités humaines ;
- Vu le décret n° 73-218 du 23 février 1973 portant application des articles 2 et 6 (1°) de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- Vu la circulaire du 2 septembre 1973 fixant les modalités d'application du décret n° 73-219 du 23 février 1973 ;
- Vu la circulaire n° 5068 du 17 septembre 1974 du Ministère de l'Agriculture, prise pour l'application de l'article L 20 du Code de la Santé, du décret n° 61-859 du 1er août 1961 complété et modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 ;
- Vu le décret n° 76-432 du 14 mai 1976 modifiant le décret n° 59-701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;
- Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral publiant la liste des personnes susceptibles d'être désignées pour l'année 1986 en qualité de Commissaire-enquêteur à l'occasion des enquêtes d'utilité publique et parcellaire dans le Département pour les expropriations pour cause d'utilité publique ;
- Vu la délibération du S.I.V.O.M. du MEJEAN en date du 16 mai 1986 demandant la déclaration d'utilité publique des nouveaux périmètres de protection du forage de Maurin ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 28 octobre 1982 déclarant d'utilité publique le captage de MAURIN ;
- Vu les pièces du dossier d'enquête et notamment :
- le rapport géologique de février 1981 ;
  - l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 23 juillet 1983 ;
  - le rapport annexe du Conseil Départemental d'Hygiène du 26 août 1983 ;
  - le rapport géologique en date de Juin 1985 définissant les nouveaux périmètres de protection ;
- Vu l'arrêté de M. le Sous-Préfet, Commissaire<sup>adjoint</sup> de la République dans l'Arrondissement de MONTPELLIER en date du 3 juin 1986 qui a été publié et inséré dans un Journal du Département et que l'arrêté a été affiché pendant la durée de l'enquête en Mairies de PALAVAS, LATTES, ST-JEAN-de-VEDAS, MONTPELLIER, FABREGUES, VILLENEUVE-LES-MAGUELONNE ;
- Vu les conclusions favorables du Commissaire enquêteur sur l'utilité publique des périmètres de protection en date du 22 juillet 1986 ;
- Vu le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, sur les résultats de l'enquête ;

.../...

- 3 -

- A R R E T E :

**Article 1 :** Sont déclarés d'utilité publique les travaux nécessaires à la constitution du nouveau périmètre de protection rapproché des eaux du captage de MAURIN. Ce nouveau périmètre est figuré sur le plan au 1/25.000e joint au présent arrêté.

**Article 2 :** Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 1982 sont inchangées, sauf en ce qui concerne le périmètre de protection rapproché au sein duquel les activités sont désormais réglementées comme suit.

Dans ce périmètre sont interdits :

- toutes les activités pouvant induire à priori une pollution de l'aquifère ;
- les forages dont le prélèvement est supérieur à 8 mètres cube heure à l'exception de ceux destinés à l'alimentation des collectivités publiques ;
- les forages existants et les forages dont le prélèvement est inférieur à 8 mètres cube heure devront respecter strictement les prescriptions de l'article 10 du règlement sanitaire départemental ;
- les décharges d'ordures ménagères, de déchets industriels, de déchets inertes (à l'exception des matériaux de terrassement) ;
- tous les procédés de fabrication, tous les stockages mettant en oeuvre des produits toxiques ;
- tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique, ainsi qu'à la conservation de la flore et de la faune, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égouts directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- toute injection par forage, puits artificiel ou naturel, vers la nappe.

Des dérogations pourront être accordées sous contrôle des autorités chargées de la Police des Eaux et de la D.D.A.S.S. pour les circuits d'échangeur et les doublets géothermiques.

Les avens situés dans les zones constructibles de ce périmètre devront recevoir un aménagement périphérique empêchant toute pénétration d'eau de ruissellement.

Dans le cas de lotissement ou de zone d'aménagement, les avens ne seront pas compris dans un lot mis à disposition des acquéreurs ; l'aménagement périphérique sera étudié et réalisé dans le cadre de la viabilisation de la zone.

Les aménagements routiers et autoroutiers prendront en compte le devenir des eaux de ruissellement. Toutes les précautions utiles seront prises pour limiter les risques de pollution accidentelle.

Les prescriptions afférentes à ce périmètre seront incluses dans les documents d'urbanisme des communes concernées.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent aux constructions, installations, établissements nouveaux et aux extensions des équipements existants. Les installations existantes restent soumises aux réglementations générales ou particulières applicables jusqu'à ce jour.

.../...

- 4 -

**- Prescriptions complémentaires concernant l'habitat****Assainissement autonome**

- Lorsque les eaux usées d'une habitation seront traitées de manière autonome, la filière de traitement devra faire l'objet d'un avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dans le cadre de l'instruction du permis de construire

- Lorsque les eaux usées des habitations d'un lotissement seront épurées de manière autonome, les filières de traitement devront faire l'objet d'un avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dans le cadre de l'instruction du dossier d'autorisation de ce lotissement. Ce dossier comprendra une étude pédologique et géologique prouvant la faisabilité des assainissements sans risque de contamination de l'aquifère.

**Assainissement collectif**

(charge de l'effluent à traiter supérieure à 30 équivalents-habitants)

- les schémas d'assainissement collectif, ainsi que les rejets d'eau traitées seront soumis à autorisation préfectorale après consultation d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique et avis du Conseil Départemental d'Hygiène ;

- les réseaux d'assainissement collectif seront réalisés selon les techniques et avec des matériaux présentant toutes garanties d'étanchéité ;

l'étanchéité des collecteurs sera contrôlée par un organisme qualifié à la réception des travaux et tous les cinq ans.

**Réseaux pluviaux**

Toutes les précautions utiles devront être prises pour que les rejets d'eaux pluviales ne constituent pas une source de contamination de l'aquifère ;

En particulier :

- les réseaux pluviaux ne seront pas évacués dans le sous-sol que ce soit par le moyen d'ouvrages ou de cavités naturelles,

- aucun raccordement de rejet résiduaire quelle qu'en soit la nature ne sera effectué dans ces réseaux.

**Stockages d'hydrocarbures**

Les stockages aériens seront équipés de cuvettes de rétention d'un volume égal à celui stocké.

Les stockages souterrains seront réalisés soit en fosse maçonnée étanche et visitable soit en cuves à double paroi.

Les canalisations de transport d'hydrocarbures liées à ces stockages seront placées dans des caniveaux étanches et visitables.

**- Prescriptions complémentaires concernant les activités industrielles et commerciales**

Compte tenu de la vulnérabilité du site, sont interdits tous les procédés de fabrication, tous les stockages mettant en œuvre des produits toxiques et dangereux (métaux lourds, solvants, phénols) et notamment :

.../...

- 3 -

- les activités de fabrication, de transformation ou de commercialisation de produits chimiques ou phytosanitaires dangereux ;
- les activités relevant de l'industrie lourde, de la métallurgie, ou des traitements de surface ;
- les commerces et stockages d'hydrocarbures autres que ceux nécessaires à la réalisation d'une distribution ponctuelle sur le réseau routier ou autoroutier et au fonctionnement des activités acceptées ou existantes ;
- les conditions de transport et de stockage devront, en outre, respecter les prescriptions prévues dans le paragraphe habitat.
- les stockages supérieurs à 30 mètres cube seront fractionnés, le volume unitaire de chaque cuve ne pourra pas dépasser 30 mètres cube.
- Les aires de dépôtage seront étanches et aménagées pour recueillir :
  - . les hydrocarbures accidentellement répandus.
  - . les eaux pluviales ou de lavage qui devraient transiter dans un décanteur deshuileur avant rejet.

#### Eaux résiduaires

Les établissements industriels et commerciaux seront raccordés au réseau public d'assainissement.

Des filières d'assainissement autonome pourront éventuellement être autorisées sous réserve que :

- les effluents à traiter soient strictement domestiques à l'exclusion de tout rejet industriel.
- la filière de traitement soit soumise à l'avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Si la charge de l'effluent à traiter est supérieure à 30 équivalents habitants, le schéma d'assainissement et le rejet d'eaux traitées seront soumis à autorisation préfectorale après consultation d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique et avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

#### Rejets industriels

Les rejets industriels seront soit :

- évacués du périmètre dans le cadre des réglementations concernant l'élimination des déchets industriels et les installations classées.
- raccordés à un réseau d'assainissement collectif après avoir subi les prétraitements nécessaires pour permettre leur comptabilité avec l'installation du traitement du réseau concerné.

#### Réseaux pluviaux

Toutes les précautions utiles devront être prises pour que les rejets d'eaux pluviales ne constituent pas une source de contamination de l'aquifère ; en particulier

- les réseaux pluviaux ne seront pas évacués dans le sous-sol ce soit par le moyen d'ouvrages ou de cavités naturelles.
- aucun raccordement de rejet résiduaire quelle qu'en soit la nature ne sera effectué sur ces réseaux.

#### Aires de lavage des véhicules

Les aires de lavage seront recouvertes d'une revêtement étanche. Les eaux de lavage seront rejetées au réseau public d'assainissement après traitement par un débouilleur séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionné.

.../...

- 6 -

- Prescriptions complémentaires concernant les zones d'aménagement (Z.A.C., Z.I., Z.A.E.)

Ces zones respecteront l'ensemble des prescriptions prévues pour les activités industrielles et commerciales.

Le cahier des charges et le règlement de chaque zone intégreront les prescriptions générales et particulières de ce périmètre de protection.

En complément des documents habituels, le dossier de création de chaque zone comprendra une étude pédologique et géologique qui précisera la vulnérabilité particulière des terrains concernés et des milieux récepteurs situés à l'aval : zones d'infiltration rapide, failles, avens ...

Cette étude visée par un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique précisera les précautions particulières à prendre lors de l'aménagement de la zone (lieu de rejet du réseau pluvial, étanchéité renforcée du réseau d'assainissement, etc ...), ainsi que les activités à y prohiber.

Le dossier sera transmis pour avis préalable à la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche et à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Les raccordements aux réseaux d'assainissement et pluviaux seront réalisés sous le contrôle et la responsabilité de l'aménageur.

Les regards de ces réseaux seront clairement différenciés pour éviter toute erreur de branchement.

- Mesures de surveillance

- La surveillance analytique sera assurée conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral régissant le contrôle sanitaire des eaux d'alimentation.

- Le maître d'ouvrage fera :

. installer et contrôler un réseau de 6 piézomètres équipés de limnigraphes. L'implantation de ce réseau de mesures sera faite en accord avec l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique.

. réaliser annuellement par le laboratoire agréé une analyse de type 2 + phénols hydrocarbures, détergents sur six forages en exploitation choisis en accord avec le géologue agréé.

. établir annuellement un document de synthèse des résultats (piézométriques et analytiques) par un organisme qualifié choisi en accord avec la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 3 : Le S.I.V.O.M. du MEJEAN est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 les terrains nécessaires pour l'instauration du périmètre immédiat.

Article 4 : La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations éventuelles ne sont pas accomplies dans le délai de cinq ans à compter de ce jour.

Article 5 : Il sera pourvu à la dépense au moyen de subventions de l'Etat, du Département et d'emprunts.

.../...

- 7 -

**Article 6 :** - Monsieur le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République dans l'Arrondissement de MONTPELLIER  
- Monsieur le Président du SIVOM du MEJEAN ;  
- MM. les Maires de PALAVAS, LATTES, SAINT-JEAN-de-VEDAS, MONTPELLIER, FABREGUES, VILLENEUVE-LES-MAGUELONNE ;  
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;  
ET - Monsieur l'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 5 SEP. 1986  
Pour le Préfet,  
Commissaire de la République,  
LE SOUS-PREFET,  
Commissaire Adjoint de la République  
dans l'Arrondissement de MONTPELLIER



Jean-Pierre MAURICE

